

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/223/Rev.18  
9 mars 2011

(11-1192)

---

Conseil du commerce des marchandises

## MISE À JOUR DE LA LISTE DES OBLIGATIONS DE NOTIFICATION ET DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES À CE TITRE FIGURANT À L'ANNEXE III DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DES OBLIGATIONS ET PROCÉDURES DE NOTIFICATION

### Révision

1. À sa réunion du 15 octobre 1996, le Conseil du commerce des marchandises a examiné le rapport du Groupe de travail des obligations et procédures de notification (G/L/112) et il a décidé, notamment, que la liste des obligations de notification et des notifications présentées à ce titre, qui figurait à l'annexe III de ce rapport serait actualisée régulièrement et distribuée à tous les Membres.
2. En conséquence, l'annexe III du document G/L/112 a été mise à jour à plusieurs reprises.<sup>1</sup> Le présent document met à jour les renseignements, y compris les notes explicatives, et la liste de notifications pour tenir compte de toutes les notifications régulières ou périodiques jusqu'au 31 décembre 2010.
3. Il convient de noter que la liste ci-après ne prend pas en considération les aspects qualitatifs de ces notifications, c'est-à-dire la mesure dans laquelle les renseignements qu'elles contiennent sont conformes aux prescriptions à observer en la matière pour satisfaire aux diverses obligations ou ont une incidence sur les droits et obligations des Membres.
4. La présente révision incorpore aussi les changements techniques apportés au document qui ont été distribués aux Membres pour observations le 27 avril 2004. Comme l'a fait observer le Président<sup>2</sup>, les changements suggérés étaient de nature purement technique et étaient censés tenir compte des faits nouveaux survenus depuis que le document sur les notifications avait été distribué pour la première fois. Ce qui avait été convenu sur ce point l'a été formellement à la réunion du CCM du 5 juillet 2004.

---

<sup>1</sup> Les précédentes mises à jour ont été distribuées dans les documents G/L/112/Add.1 à 2 et G/L/223 et Corr.1, G/L/223/Rev.1 à 7, 8 et Corr.1, 9 et Corr.1, 10 et Corr.1, 11, 12 et Corr.1, 13, 14 et Corr.1, 15, 16 et Corr.1, et 17.

<sup>2</sup> Dans la note d'introduction du document modifié, daté du 27 avril 2004, et dans sa déclaration aux Membres lors de la réunion du CCM du 27 avril 2004 au titre des "Autres questions" (G/C/M/73).

NOTES EXPLICATIVES

1. Le présent tableau présente les obligations en matière de notifications régulières/périodiques (c'est-à-dire semestrielles, annuelles, biennales ou triennales) et de notifications à présenter une seule fois. Il n'inclut pas les notifications *ad hoc*, c'est-à-dire celles qui ne doivent être présentées que si des mesures spécifiques sont prises. Il ne reprend pas les obligations en matière de notifications régulières/périodiques ou à présenter une seule fois qui sont énumérées dans le document G/NOP/W/2/Rev.1 et concernent les marques d'origine, les arrangements régionaux, la balance des paiements et la base de données intégrée.
2. Les symboles utilisés sont en général ceux qui figurent ci-après. Il peut y avoir des indications supplémentaires dans les notes relatives aux différents accords:
  - a) "X" indique qu'une notification a été présentée à l'OMC. Les addenda ou corrections apportés ultérieurement aux notifications ne sont pas considérés comme des notifications additionnelles.
  - b) Un blanc signifie que le Membre en question est assujéti à l'obligation mais n'a présenté aucune notification à la date limite.
  - c) "s.o." indique que la prescription est absolument sans objet ou qu'elle était sans objet pour ce Membre au cours de la période visée par la note.
  - d) "0" indique que le Membre n'a présenté aucune notification et qu'il s'agit d'une obligation de notification:
    - i) concernant uniquement les Membres qui appliquent le type de mesure ou prennent la décision en question, mais qu'il n'a pas été possible de déterminer si ledit Membre se trouve dans ce cas;
    - ou
    - ii) prévoyant un traitement spécial pour certains Membres.
3. Les intitulés abrégés des Accords et Mémoires d'accord qui sont placés en titre des colonnes et les intitulés complets correspondants sont les suivants:

<b>Titre de la colonne</b>	<b>Page</b>	<b>Intitulé de l'Accord/du Mémoire d'accord</b>
Agriculture	12	Accord sur l'agriculture
Antidumping	57	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994
Subventions et mesures compensatoires	61	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
Sauvegardes	65	Accord sur les sauvegardes
Commerce d'État	67	Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994
Évaluation en douane	71	Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994
Licences d'importation	75	Accord sur les procédures de licences d'importation
Règles d'origine	75	Accord sur les règles d'origine
Inspection avant expédition	78	Accord sur l'inspection avant expédition

<b>Titre de la colonne</b>	<b>Page</b>	<b>Intitulé de l'Accord/du Mémorandum d'accord</b>
Restrictions quantitatives	78	Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (G/L/59)
Obstacles techniques au commerce	84	Accord sur les obstacles techniques au commerce
MIC	84	Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce
SPS	81	Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires

4. Pour ce qui est des Membres, l'Union européenne (UE)<sup>3</sup> présente une notification unique pour ses 27 États membres au titre de chaque obligation. Cependant, les dix États<sup>4</sup> qui ont adhéré à l'UE le 1<sup>er</sup> mai 2004 et les deux États qui ont adhéré à l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 2007<sup>5</sup> sont considérés séparément dans certains tableaux afin de fournir des renseignements sur la période précédant le dernier élargissement de l'UE. S'agissant de l'Accord sur l'agriculture, les notifications présentées par la Suisse sont considérées comme englobant le Liechtenstein du fait que ces deux Membres ont une Liste conjointe.
5. On trouvera dans les documents ci-après des renseignements plus détaillés concernant les notifications en rapport avec des organes subsidiaires spécifiques du CCM:

Comité de l'agriculture	Rapport annuel (G/L/929)
Comité des pratiques antidumping	Rapport annuel (G/L/935)
Comité des subventions et des mesures compensatoires	Rapport annuel (G/L/937) G/SCM/W/546/Rev.1
Comité des sauvegardes	Rapport annuel (G/L/936)
Groupe de travail des entreprises commerciales d'État	Rapport annuel (G/L/934)
Comité de l'évaluation en douane	Rapport annuel (G/L/942)
Comité des licences d'importation	Rapport annuel (G/L/941)
Comité des règles d'origine	Rapport annuel (G/L/939)
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires	Rapport annuel (G/L/943) G/SPS/7/Rev.3 G/SPS/GEN/27/Rev.21
Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	Rapport annuel (G/L/928)
Comité des obstacles techniques au commerce	Rapport annuel (G/L/940)

6. Les notes ci-après s'appliquent à des accords spécifiques:

Accord sur l'agriculture

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés Européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne.

<sup>4</sup> Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovaquie.

<sup>5</sup> Bulgarie et Roumanie.

- a) Les notifications doivent être présentées en fonction des bases annuelles retenues pour la mise en œuvre qui sont spécifiées dans les Listes (par exemple année civile, campagne agricole, exercice budgétaire, selon le cas; voir aussi le document G/AG/W/2/Rev.4). Dans chaque cas, les notifications annuelles doivent être présentées au plus tard dans un délai d'un certain nombre de jours suivant la fin de l'année, de la campagne ou de l'exercice en question. Ces délais sont indiqués ci-après entre crochets (pour plus de détails, prière de se reporter aux sections pertinentes du document G/AG/2).

Les délais pour toutes les notifications concernant les années de mise en œuvre 1995-2008 sont maintenant écoulés de sorte qu'il est possible d'identifier avec précision les notifications qui n'ont pas encore été présentées. Le tableau correspondant à l'année de mise en œuvre 2009 n'est fourni qu'à titre d'information et il n'en ressort pas nécessairement que les notifications devraient maintenant avoir été présentées.

- b) Des notifications initiales complètes sous la forme du tableau MA:1 (administration des contingents tarifaires et autres; article 18:2 – 30 jours) devaient avoir été présentées par tous les Membres appliquant des contingents tarifaires et autres, soit avant la date de la première ouverture des contingents concernés, soit 30 jours après cette date; tous changements ultérieurs dans l'administration des contingents devaient avoir été notifiés dans les 30 jours. Lorsque les notifications initiales complètes sous la forme du tableau MA:1 ont été révisées ou complétées, c'est signalé par un astérisque dans la colonne correspondante.
- c) Les notifications sous la forme du tableau MA:2 (importations soumises à des contingents tarifaires et autres; article 18:2 – 60 jours) doivent être présentées chaque année par les Membres dont les engagements en matière de contingents tarifaires et autres sont énoncés à la Section I-B (ou à la Section I-A) de la Partie I de leur Liste pour les produits concernés.
- d) Les notifications sous la forme du tableau MA:5 (sauvegarde spéciale – articles 5:7 et 18:2 – 30 jours) doivent être présentées chaque année par les Membres qui, dans la Section I-A de la Partie I de leur Liste, se sont réservé le droit de recourir à la clause de sauvegarde spéciale.
- e) Les notifications sous la forme du tableau DS:1 (soutien interne; article 18:2 – 90 jours ou 120 jours si la notification initiale est provisoire) doivent être présentées chaque année par les Membres dont les niveaux d'engagement de base et annuels sont spécifiés à la Section I de la Partie IV de leur Liste. Tous les autres Membres devraient présenter une notification annuelle sous la forme du tableau DS:1, étant entendu que, dans le cas d'un pays en développement Membre, il se peut que seuls les tableaux explicatifs DS:1 à DS:3 doivent être présentés chaque année (voir le document G/AG/2, page 12). Les pays les moins avancés Membres devraient présenter les tableaux explicatifs DS:1 à DS:3 tous les deux ans seulement (cela est indiqué par le symbole (s.o.)).
- f) Les notifications sous la forme du tableau ES:1 (subventions à l'exportation – article 18:2 – 60 jours ou 120 jours si la notification initiale est provisoire) doivent être présentées chaque année par les Membres dont les niveaux d'engagement de base et annuels sont spécifiés à la Section II de la Partie IV de leur Liste. Les Membres qui n'ont pas inscrit de tels engagements dans leur Liste sont tenus de présenter une notification chaque année (30 jours) sous la forme d'une mention confirmant qu'il

n'existe pas de subventions à l'exportation, ou, dans le cas de pays en développement Membres, qui ont recours à certaines subventions à l'exportation conformément à l'article 9:4, sous la forme du tableau explicatif ES:2.

- g) Les notifications sous la forme du tableau ES:2 (exportations totales, en relation avec les subventions à l'exportation – articles 10 et 18:2 – 120 jours) doivent être présentées par les Membres dont les engagements en matière de réduction des subventions à l'exportation sont énoncés dans la Section II de la Partie IV de leur Liste, et par les "exportateurs importants" dont la liste figure dans le document G/AG/2/Add.1.
- h) Les notifications sous la forme du tableau ES:3 (volume total de l'aide alimentaire, en relation avec les subventions à l'exportation – articles 10 et 18:2 – 120 jours) doivent être présentées chaque année par tous les Membres donateurs (sauf si ces renseignements doivent être notifiés sous la forme du tableau ES:1 susmentionné). Les Membres qui ne fournissent pas d'aide alimentaire ne sont pas tenus de présenter une notification "néant".
- i) Les notifications sous la forme du tableau NF:1 (aide alimentaire et autre assistance dans le cadre de la Décision – article 16:2 – 60 jours) doivent être présentées chaque année par tous les Membres donateurs ayant pris des mesures dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Les Membres qui ne fournissent pas d'aide alimentaire ni d'autre assistance aux pays concernés ne sont pas tenus de présenter une notification "néant".

Des obligations de notification sont indiquées dans 15 tableaux pour les années de mise en œuvre 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009, respectivement (la notification initiale unique sous la forme du tableau MA:1 n'est mentionnée que dans le tableau relatif à 2009).

Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping)

- a) Chaque Membre indiquera au Comité des pratiques antidumping ("le Comité") par voie de notification quelles sont, parmi ses autorités, celles qui ont compétence pour ouvrir et mener des enquêtes et quelles sont ses procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes (article 16.5).
- b) Toutes les décisions préliminaires ou finales *ad hoc* prises par les Membres en matière de lutte contre le dumping doivent être notifiées au Comité sans délai (article 16.4). Le Comité a adopté un modèle de présentation révisé indiquant les renseignements minimaux à fournir à cette fin en 2006, lequel a été de nouveau révisé en 2009 et distribué sous la cote G/ADP/2/Rev.2 (21 octobre 2009). De plus, les décisions prises en matière de lutte contre le dumping doivent être notifiées sous la forme de rapports semestriels (article 16.4). Le Comité a adopté un modèle de présentation révisé pour ces rapports, qui est reproduit dans le document G/ADP/1/Rev.1 (27 octobre 2008) et qui remplacera le modèle initial à partir de la période de janvier à juin 2009. Le rapport concernant la période de janvier à juin d'une année donnée doit être présenté pour la fin août de cette année; celui couvrant la période de juillet à décembre d'une année donnée doit être présenté pour le début mars de l'année suivante. Le Secrétariat distribue, en janvier et juillet de chaque année, des demandes de présentation de ces rapports semestriels, en indiquant les

délais applicables pour leur présentation. Suite à ces demandes et quelques jours avant le terme des délais applicables, le Secrétariat adresse des rappels aux Membres pour appeler leur attention sur l'approche des dates limites. Il faut noter que le Comité a aussi adopté un nouveau modèle de notification au titre de l'article 16.4 et 16.5 de l'Accord, le "modèle de notification unique", que doivent utiliser les Membres qui n'ont jamais établi d'autorité ayant compétence pour ouvrir et mener des enquêtes, n'ont jamais mené d'actions en matière de lutte contre le dumping et ne prévoient pas d'en mener dans un avenir prévisible. Une fois présentées par le Membre intéressé, les notifications de ce type resteraient valables jusqu'à nouvel ordre et le Membre n'aurait pas besoin de présenter d'autres notifications au titre de l'article 16.4 et 16.5 tant que cette situation ne change pas.

- c) Tous les Membres sont tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives en rapport avec l'antidumping (article 18.5). Une décision du Comité précise que les Membres devraient communiquer, dans une langue de travail de l'OMC, le texte intégral de ces lois et réglementations, et que les Membres qui n'ont ni lois ni réglementations en la matière devraient en informer le Comité (G/ADP/N/1, 30 janvier 1995).
- d) Le Comité a également adopté, le 21 octobre 2009, une décision indiquant que tous les Membres présenteront toutes leurs notifications en matière de lutte contre le dumping sous forme électronique.

#### Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

- a) Les notifications annuelles concernant les subventions doivent être présentées chaque année au plus tard le 30 juin (article 25.1). En mai 2001, le Comité des subventions et des mesures compensatoires est convenu que des nouvelles notifications complètes seraient présentées et examinées tous les deux ans, et qu'il serait accordé moins d'importance à l'examen des notifications de mise à jour présentées dans l'intervalle. Le Comité a adopté un modèle de présentation révisé pour les notifications concernant les subventions (G/SCM/6/Rev.1). Si un Membre estime qu'il n'y a pas de mesure devant être notifiée, il doit présenter une notification "néant" (article 25.6).
- b) Chaque Membre indiquera au Comité par voie de notification quelles sont ses autorités ayant compétence pour ouvrir et mener des enquêtes en matière de droits compensateurs, et quelles sont ses procédures internes régissant l'ouverture et la conduite de ces enquêtes (article 25.12).
- c) Toutes les décisions préliminaires ou finales *ad hoc* prises par les Membres en matière de droits compensateurs doivent être notifiées au Comité sans délai (article 25.11). Le Comité a adopté un modèle de présentation révisé indiquant les renseignements minimaux à fournir avec ces notifications (G/SCM/3/Rev.1, 2 novembre 2009). De plus, les décisions prises en matière de droits compensateurs doivent être notifiées sous la forme de rapports semestriels conformément à l'article 25.11. Le Comité a adopté un modèle de présentation révisé pour ces rapports (G/SCM/2/Rev.1, 2 novembre 2009). Le rapport concernant la période de janvier à juin d'une année donnée doit en général être présenté pour la fin août de cette année; celui couvrant la période de juillet à décembre d'une année donnée doit en général être présenté pour la fin février de l'année suivante. Le Secrétariat distribue, en janvier et juillet de chaque année, des demandes de présentation de ces rapports semestriels, en indiquant les délais applicables pour leur présentation. Le Comité a aussi adopté un modèle de notification unique au titre de l'article 25.11 et de

l'article 25.12 de l'Accord pour les Membres qui n'ont pas établi d'autorité chargée des enquêtes, n'ont pas mené d'actions en matière de droits compensateurs et ne prévoient pas d'en mener dans un avenir prévisible. Le modèle de présentation de ces notifications figure dans le document G/SCM/129. Les Membres qui présentent une notification unique n'auraient pas besoin de présenter des notifications au titre de l'article 25.11 et 25.12 tant que la situation justifiant le recours à la notification unique ne change pas.

- d) Tous les Membres sont tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives en rapport avec l'Accord SCM (article 32.6). Une Décision du Comité précise que les Membres devraient communiquer, dans une langue de travail de l'OMC, le texte intégral de ces lois et réglementations, et que les Membres qui n'ont ni lois ni réglementations en la matière devraient en informer le Comité (G/SCM/N/1, 30 janvier 1995).

#### Accord sur les sauvegardes<sup>6</sup>

- a) Tous les Membres doivent notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives (article 12:6).
- b) Tous les Membres qui décident d'appliquer certaines mesures de sauvegarde doivent "immédiatement" les notifier au Comité des sauvegardes (article 12:1).

#### Article XVII:4 a) du GATT de 1994 et Mémorandum d'accord sur l'interprétation de cet article

- a) L'article XVII:4 du GATT de 1994 et le paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (le Mémorandum) font obligation à tous les Membres de notifier leurs entreprises commerciales d'État au Conseil du commerce des marchandises. De nouvelles notifications complètes devaient être présentées pour la première fois en 1995 et, par la suite, tous les trois ans, et des notifications de mise à jour devaient être présentées chaque année dans l'intervalle. Le 11 novembre 2003, le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État a recommandé que la fréquence des notifications soit modifiée de manière que les nouvelles notifications complètes concernant le commerce d'État soient présentées tous les deux ans au lieu de tous les trois ans, et que la prescription relative aux notifications de mise à jour soit éliminée. Le 26 novembre 2003, le Conseil du commerce des marchandises a approuvé ce changement, qui devait prendre effet à compter de 2004. En 2008, le Groupe de travail a réexaminé la situation en ce qui concerne l'obligation en matière de notification et a adopté, le 3 octobre 2008, une recommandation (approuvée par le Conseil du commerce des marchandises le 18 novembre 2008) de prorogation de l'application de la nouvelle fréquence des notifications de deux autres années, soit jusqu'au 30 juin 2010. En 2010, le Groupe de travail a réexaminé de nouveau la situation en ce qui concerne la fréquence des notifications et est convenu de maintenir jusqu'en 2012 l'obligation de notification tous les deux ans en s'engageant à réexaminer la fréquence des notifications avant la fin de juin 2012. Le Conseil du commerce des marchandises a approuvé la recommandation du Groupe de travail le 5 juillet 2010.

---

<sup>6</sup> Étant donné que les mesures visées aux articles 10 et 11:1 de l'Accord sur les sauvegardes auraient dû arriver à expiration le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les renseignements concernant les alinéas a), c) et d) ne sont plus consignés dans le présent document. Les renseignements pertinents ont été consignés pour la dernière fois dans le document G/L/223/Rev.5.

- b) Les notifications concernant les entreprises commerciales d'État sont faites selon le modèle de présentation figurant dans le questionnaire sur le commerce d'État (G/STR/3/Rev.1). Si un Membre estime qu'il n'y a pas d'activité devant être notifiée, il doit présenter une notification "néant".

Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (évaluation en douane)

- a) Les Membres qui ont présenté une notification sont indiqués par un "X". Le symbole "s.o." signifie que la prescription n'est pas applicable au Membre en question.
- b) Au titre du traitement spécial et différencié, l'article 20:1 autorise certains pays en développement Membres à différer l'application des dispositions de l'Accord pendant une période n'excédant pas cinq ans. En outre, l'article 20:2 autorise certains pays en développement Membres à différer l'application de dispositions spécifiques pendant une période supplémentaire de trois ans. Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'annexe III prévoient la possibilité pour les pays en développement de notifier certaines réserves.
- c) Les notifications des lois et réglementations au titre de l'article 22:1 et la Décision sur la notification et la communication des législations nationales, conformément à l'article 22 de l'Accord (ou les communications indiquant que la législation notifiée au titre du Code de la valeur en douane du Tokyo Round reste d'application dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane) et les réponses à la liste récapitulative de questions ne doivent être présentées qu'une seule fois par tous les Membres.
- d) Pour ce qui est de l'obligation de notification concernant la liste de questions relatives à l'Accord sur l'évaluation en douane, les Membres ayant notifié leurs réponses dans le cadre de l'Accord du Tokyo Round sont tenus d'indiquer au Comité de l'OMC que leurs réponses restent valables.<sup>7</sup> Les Membres qui ne l'ont pas fait sont signalés par un espace blanc dans la colonne en question.
- e) La Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées et la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données prévoient pour les Membres ayant choisi de les appliquer l'obligation de présenter une notification une seule fois.

Accord sur les procédures de licences d'importation

- a) Les Membres qui ont présenté une notification sont indiqués par un "X". Le symbole "s.o." signifie que la prescription n'est pas applicable au Membre en question. Des renseignements plus détaillés sur les notifications figurent dans le dernier rapport annuel du Comité des licences d'importation.
- b) Certains pays en développement Membres peuvent différer l'application de dispositions spécifiques pour une période n'excédant pas deux ans à compter de la date à laquelle le pays est devenu Membre de l'OMC (note de bas de page 5 relative à l'article 2:2).

---

<sup>7</sup> Voir le document G/VAL/5, pages 6 et 7, B.3 ii), qui renvoie aux paragraphes 36 à 39 du document G/VAL/M/1.



- c) Tous les Membres doivent fournir chaque année pour le 30 septembre des réponses au questionnaire sur les procédures de licences d'importation (article 7:3). Le tableau indique les années où des modifications ont été reçues.
- d) Tous les Membres sont tenus de notifier le titre des publications dans lesquelles figurent les règles et tous les renseignements concernant les procédures de licences d'importation, et de fournir des exemplaires de ces publications. Tous les Membres sont tenus de notifier le texte intégral de leurs lois et réglementations pertinentes (articles 1:4 a)/8:2 b)).

#### Accord sur les règles d'origine

- a) Il y a dans l'Accord deux obligations concernant des notifications à présenter une seule fois, l'une pour les règles d'origine non préférentielles existantes (article 5:1) et l'autre pour les règles d'origine préférentielles existantes (annexe II, paragraphe 4). Le symbole "X" signifie qu'une notification a été reçue.

#### Accord sur l'inspection avant expédition

- a) Conformément à l'article 5, les Membres doivent notifier les lois et réglementations par lesquelles ils donnent effet au présent accord, ainsi que toute autre loi et réglementation en rapport avec ce sujet.

#### Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives

- a) Le 1<sup>er</sup> décembre 1995, le Conseil du commerce des marchandises est convenu que "les Membres présenteront des notifications complètes des restrictions quantitatives qu'ils appliquent, d'abord pour le 31 janvier 1996, puis à intervalles de deux ans ..." (G/L/59).
- b) En outre, il est prévu dans la Décision que les Membres notifieront le "fait" qu'ils ont présenté des notifications de restrictions quantitatives au titre d'autres dispositions de l'OMC. Ces renseignements, de même que le document de l'OMC sous couvert duquel ces notifications ont été distribuées, seront indiqués dans la deuxième partie du mode de présentation des notifications figurant dans le document G/MA/NTM/QR/2).

#### Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires

- a) Il y a dans l'Accord SPS deux obligations en matière de notifications à présenter une seule fois. Tous les Membres sont tenus de notifier un "point d'information" comme prévu au paragraphe 3 de l'annexe B, et une "autorité nationale chargée des notifications", comme prévu au paragraphe 10 de l'annexe B. Le document de référence pour la mise en œuvre de ces obligations par les Membres est la dernière révision du document G/SPS/GEN/27.

#### Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce

- a) Au titre de l'article 5:1, les Membres devaient notifier une seule fois toutes les MIC qu'ils appliquaient et qui n'étaient pas conformes aux dispositions de l'Accord dans un délai de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Un modèle de présentation convenu pour ces notifications figure dans le document G/TRIMS/1. Conformément à la décision adoptée par le Conseil général en avril 1995 (WT/L/64), les États et territoires douaniers distincts admis à devenir

Membres originels de l'OMC qui ont accepté l'Accord sur l'OMC après le 1<sup>er</sup> janvier 1995 disposaient d'un délai de 90 jours après la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC pour présenter des notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC.

Bien qu'ils n'y soient pas tenus, certains Membres ont présenté des notifications indiquant qu'ils n'appliquaient aucune MIC incompatible avec l'Accord.

- b) L'article 5:5 dispose que les MIC notifiées au titre de l'article 5:1 qui sont appliquées à de nouveaux investissements pendant la période de transition prévue à l'article 5:2 doivent être notifiées. Un modèle de présentation de ces notifications a été établi (G/TRIMS/3), mais aucune notification au titre de cette disposition n'a été présentée jusqu'ici.
- c) L'article 6:2 dispose que les publications dans lesquelles les MIC peuvent être trouvées doivent être notifiées. Une décision a été adoptée au sujet de la procédure à suivre pour mettre en œuvre cette obligation (G/TRIMS/5), et des rappels semestriels concernant cette obligation de notification sont adressés aux Membres. Les documents G/TRIMS/N/2/Rev.20 et Addenda 1 à 3 contiennent une liste des notifications reçues au titre de cette disposition.
- d) Conformément à la Déclaration ministérielle et à la Décision adoptées le 18 décembre 2005 à la sixième session de la Conférence ministérielle, les pays les moins avancés (PMA) sont autorisés à maintenir temporairement des mesures existantes qui dérogent à leurs obligations dans le cadre de l'Accord sur les MIC. À cette fin, ils devaient notifier ces mesures au Conseil du commerce des marchandises (CCM) dans un délai de deux ans commençant 30 jours après la date de la présente déclaration. La Décision autorise aussi les PMA à introduire de nouvelles mesures qui dérogent à leurs obligations dans le cadre de l'Accord sur les MIC. Ces nouvelles MIC doivent être notifiées au CCM au plus tard six mois après leur adoption (WT/MIN(05)/DEC. Annexe F). À ce jour aucune notification relevant de cette Décision n'a été reçue.

#### Accord sur les obstacles techniques au commerce

- a) Chaque Membre doit notifier une seule fois les "mesures qui sont en vigueur ou qu'il aura prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration du présent accord" (article 15.2).
- b) Les pays Membres dont les organismes à activité normative ont notifié qu'ils acceptaient le Code de pratique sont indiqués par un "X". L'obligation de notification s'applique directement aux organismes à activité normative.

#### Répertoire central des notifications (RCN)

Le Répertoire central des notifications a été créé en 1995 dans le cadre de la Décision ministérielle de Marrakech sur les procédures de notification. Étant essentiellement une base de données informatisée interne à l'OMC, le RCN enregistre toutes les notifications que les Membres adressent à l'Organisation et fournit des renseignements descriptifs sur chaque notification présentée. Le RCN est aussi utilisé pour gérer les demandes de notifications adressées chaque année aux Membres et pour réclamer les notifications périodiques qui n'ont pas encore été présentées pour l'année en cours (les notifications périodiques sont celles pour lesquelles le Secrétariat est en mesure de déterminer qu'il existe une obligation de notifier dans un délai donné).

Une procédure spécifique pour la présentation et le traitement des notifications a été établie par le Secrétariat et a été rendue publique dans le document WT/INF/25 – Répertoire central des notifications (RCN), daté du 8 juin 2000.

Données concernant les notifications adressées à l'OMC figurant sur Internet:

- Il est possible de rechercher et de consulter toutes les notifications en trois langues sur le site Web dans le Mécanisme de diffusion des documents, *Documents en ligne*. Étant donné que les notifications font l'objet d'une distribution non restreinte, les Membres peuvent consulter soit la version publique de *Documents en ligne* sur le site Web de l'OMC (<http://docsonline.wto.org/>) soit la version restreinte de la base de données, à laquelle il n'est possible d'accéder qu'avec un mot de passe, sur le site des Membres de l'OMC (<http://members.wto.org/members/>). Afin de faciliter la consultation des notifications, une nouvelle interface de recherche a été mise au point dans *Documents en ligne* qui permet de retrouver les documents par prescription en matière de notification et par courants d'échanges visés.
- Une section spéciale sur le site des Membres qui est consacrée aux notifications contient des renseignements détaillés sur le fonctionnement du RCN et rassemble également les sources d'information de base sur des obligations et procédures en matière de notification spécifiques.  
([http://members.wto.org/WTO\\_resources/notifications/site\\_sources\\_f.htm](http://members.wto.org/WTO_resources/notifications/site_sources_f.htm))
- Le site Web de l'OMC fournit aussi à l'intention du public en général des renseignements de base sur les procédures en matière de notification dans les différents domaines, avec la possibilité d'effectuer directement des recherches dans *Documents en ligne* pour des notifications spécifiques.



	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1995)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guatemala	X	X	X	X	s.o.	0	0
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Inde	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Indonésie	X	X	X	X	X	0	X
Islande	X	X	X	X	X	0	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Kenya	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Lettonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Lituanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Malaisie	X	X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mongolie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua		X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1995)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Pérou	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Philippines	X	X	X	X	X	0	X
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X	X	0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
République dominicaine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	X	0
Roumanie	X	X	X	X	X	X	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	X	X
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1996)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Angola	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Barbade	X	X	X	X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	X
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	X
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	X	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	X
Gabon	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ghana	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1996)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Indonésie	X	X	X	X	X	0	X
Islande	X	X	X	X	X	0	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Kenya	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lettonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Lituanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Malaisie	X	X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	X
Maroc	X	X	X		s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mongolie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ouganda	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0



	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1996)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X	X	0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
République dominicaine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	X	0
Roumanie	X	X	X	X	X	X	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1997)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Angola	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Barbade	X	X	X	X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X	X	X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.		X	s.o.	X	X
Burundi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	X
Gabon	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ghana	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1997)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Indonésie	X	X	X	X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	0	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Kenya	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Lettonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Lituanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Malaisie	X	X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	X
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mongolie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1997)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X	X	0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	X	0
Roumanie	X	X	X	X	X	X	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	X	0
Turquie	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1998)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Angola	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	X	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Barbade	X	X	X	X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	X	0
Bulgarie	X	X	X	X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ghana	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1998)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Indonésie	X	X	X	X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	X	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	X	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lettonie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Lituanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Malaisie	X	X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mongolie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ouganda	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama		X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1998)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X	X	0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République dominicaine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	X	0
Roumanie	X	X	X	X	X	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	X	0
Turquie	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1999)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Angola	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Barbade	X	X	X	X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X	X	X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	s.o.	s.o.	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	s.o.	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ghana	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X	X	X	s.o.	0	0



	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1999)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Indonésie	X	X	X	X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	X	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Lettonie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Lituanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mongolie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 1999)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela	X					0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	X	0
Roumanie	X	X	X	X	X	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	X	0
Turquie	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2000)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	0	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Barbade	X	X	X	X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Béni	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X	X	X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	s.o.	s.o.	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2000)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Indonésie	X	X	X	X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	X	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lettonie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Lituanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.			X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2000)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela	X					0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	X	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	X	0
Turquie	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.			X	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2001)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	0	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Barbade		X	X	X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X	X	X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	s.o.	s.o.	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2001)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	X	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Lettonie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Lituanie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.			X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2001)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela	X					0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	X	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	X	0
Turquie	s.o.	s.o.	X			0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0



	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2002)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Barbade		X		X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Béni	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	0
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X		X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X	X	X	s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2002)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	X	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lettonie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Lituanie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc	X	X	X	X	s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.				s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2002)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X	X			0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	X	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X	X	X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X	X	s.o.	X	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2003)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Barbade				X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	0
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X		X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Chypre	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie		s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X			s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
Estonie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2003)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Hongrie	X	X	X	X	X	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde		s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X	X	X	X	0	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Lettonie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Lituanie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Maroc					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.				s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X	X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.			s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2003)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Pologne	X	X				0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République slovaque	X	X	X	X	X	X	0
République tchèque	X	X	X	X	X	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Slovénie	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X	X	X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X		s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2004)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Barbade				X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.	X	X	X	X	0
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X		X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X	X	X	X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X			s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	X	s.o.	X		s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X		X	s.o.	0	0
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2004)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guyana	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde		s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X		X	X	0	0
Israël	X	X	X	X	X	0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Maroc					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique	X	X	X	X	X	0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Namibie	s.o.				s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X		s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Philippines	X	X	X	X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0



	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2004)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X	X	X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X	X	X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X		s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne <sup>8</sup>	X	X	X	X	X	X	X
Chypre	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Estonie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Hongrie		X		X	X	0	0
Lettonie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Lituanie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Malte	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Pologne		X				0	0
République slovaque	X	X		X	X	X	0
République tchèque	X					0	0
Slovénie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

<sup>8</sup> L'UE a informé le Comité de l'agriculture (paragraphe 20 du document G/AG/R/39) qu'elle inclurait des renseignements sur le soutien interne des dix nouveaux États membres pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2004 dans sa notification concernant le soutien interne pour la période 2003/04 (distribuée sous la cote G/AG/N/EEC/53/Rev.1).

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2005)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Barbade				X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.		X	X	X	0
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X		X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X		X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Colombie	X	X				0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X				s.o.	0	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X			s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	X	s.o.			s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X		X	s.o.	0	0
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée-Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2005)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guyana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde		s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X		X	X	0	0
Israël		X	X			0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	0	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Maroc					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X				0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Namibie	s.o.				s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.			s.o.	s.o.	s.o.
Nicaragua	X	X		X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X		s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Philippines		X		X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2005)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rwanda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	X
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X	X	X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande	X	X		X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X		s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X	X	X	X	X	X
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2006)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Barbade				X	s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.		X	X	X	0
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bulgarie	X	X		X	X	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X		X	X	X	0
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Colombie	X	X				0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X				s.o.	0	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X			s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur					s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	X	s.o.			s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X	X		X	s.o.	0	0
Guinée Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2006)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde		s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X		X	X	0	0
Israël		X	X			0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Japon	X	X	X	X	s.o.	0	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Maroc					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique	X	X				0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Namibie	s.o.				s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nicaragua	X	X		X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	X	X	X	0	0
Panama	X	X	X		s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Philippines		X		X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2006)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Roumanie	X	X	X	X	X	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	0
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X	X	X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X		X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie	X	X	X		s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X		X	X	X	0
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Zambie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2007)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud						0	0
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Australie			X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Barbade					s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bolivie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X	s.o.		X	X	X	0
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X		X	X	X	0
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Colombie	X	X				0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X				s.o.	0	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X			s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur					s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique		X	X			0	0
Ex-République yougoslave de Macédoine		s.o.			s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala		X		X	s.o.	0	0
Guinée Bissau	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée, République de	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0



	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2007)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Haïti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde		s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X	X		X	X	0	0
Israël		X				0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Japon	X	X		X	s.o.	0	X
Jordanie	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malaisie		X	X	X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Maroc					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X	X				0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Namibie	s.o.				s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nicaragua	X	X		X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Panama	X	X	X		s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Philippines		X		X	X	0	0
Qatar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.			s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2007)						
	18:2	5:7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Rwanda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	X	0
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X		X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande		X		X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Tunisie					s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Union européenne	X	X		X	X	X	0
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam		s.o.			s.o.	0	0
Zambie	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2008)						
	18:2	5.7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud						0	0
Albanie	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Australie	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Barbade					s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Bolivie, État plurinational de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Botswana	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil		s.o.				0	0
Brunei Darussalam	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cameroun	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X	X		X	X	X	0
Cap-Vert	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Chili	X	s.o.	X	X	X	0	0
Chine	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Colombie	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X			X	s.o.	X	0
Costa Rica	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X	X			s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur	X	X	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X	X	X	X	X	0	X
Ex-République yougoslave de Macédoine		s.o.			s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala		X		X	s.o.	0	0
Guinée Bissau	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guinée, République de	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.			s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2008)						
	18:2	5.7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Haïti	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Inde		s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X	X		X	X	0	0
Islande	X			X	X	0	0
Israël	X	X	X			0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Japon	X	X		X	s.o.	0	X
Jordanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Malaisie		X		X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Maroc					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mexique						0	0
Moldova	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Namibie	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nicaragua	X	X	X	X	s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X	X	X	X	X	0	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	0	X
Oman	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Panama	X				s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Philippines		X				0	0
Qatar	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
République bolivarienne du Venezuela						0	0
République centrafricaine	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République dominicaine	X	s.o.	X	X	s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2008)						
	18:2	5.7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2
	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Rwanda	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X	X	X	X	X	0	X
Suriname	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X	X		X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Thaïlande	X	X		X	X	0	0
Togo	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tunisie					s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine		s.o.			s.o.	0	0
Union européenne	X	X				0	0
Uruguay	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam		s.o.			s.o.	0	0
Zambie	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.				0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2009)							
	18:2	5.7/ 18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2	
	Tableau MA:1 "Notification initiale unique"	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Afrique du Sud	X*						0	0
Albanie	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Angola	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Argentine	s.o.	s.o.	s.o.		X	X	0	0
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Australie	X*	X	X				0	0
Bahreïn, Royaume de	s.o.	s.o.	s.o.	X		s.o.	0	0
Bangladesh	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Barbade	X*					s.o.	0	0
Belize	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bénin	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Bolivie, État plurinational de	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Botswana	s.o.	s.o.	X		X	s.o.	0	0
Brésil	X		s.o.				0	0
Brunei Darussalam	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Burkina Faso	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Burundi	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Cameroun	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Canada	X*	X					0	0
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Chili	X*	X	s.o.		X	X	0	0
Chine	X*	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Colombie	X*	X	X	X	X	X	0	0
Congo	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Corée, République de	X*	X				s.o.	0	0
Costa Rica	X*	X	X	X	X	X	0	0
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Croatie	X*	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Cuba	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Dominique	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Égypte	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
El Salvador	X*					s.o.	0	0
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Équateur	X*	X	X	X	X	s.o.	0	0
États-Unis d'Amérique	X*	X	X				0	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	X*		s.o.			s.o.	0	0
Fidji	s.o.	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Gabon	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Gambie	s.o.	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Géorgie	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Ghana	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Grenade	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Guatemala	X*		X		X	s.o.	0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2009)							
	18:2	5/7/18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2	
	Tableau MA:1 "Notification initiale unique"	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Guinée Bissau	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guinée, République de	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Guyana	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Haïti	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Honduras	s.o.	s.o.	s.o.				0	0
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Îles Salomon	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Inde			s.o.			s.o.	0	0
Indonésie	X*						0	0
Islande	X	X					0	0
Israël	X*	X					0	0
Jamaïque	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Japon	X*		X		X	s.o.	0	0
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Kenya	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Koweït	s.o.	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Lesotho	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)	X	s.o.	0	0
Macao, Chine	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Madagascar	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Malaisie	X*		X		X	X	0	0
Malawi	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Maldives	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mali	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Maroc	X					s.o.	0	0
Maurice	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mauritanie	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Mexique	X						0	0
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mongolie	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Mozambique	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Myanmar	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Namibie	s.o.	s.o.	X	X	X	s.o.	0	0
Népal	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Nicaragua	X					s.o.	0	0
Niger	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Nigéria	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	s.o.	0	0
Norvège	X*	X	X	X	X	X	0	X
Nouvelle-Zélande	X*	X	X		X	X	0	0
Oman	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Ouganda	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Pakistan	s.o.	s.o.	s.o.				0	0
Panama	X*	X	X		X	s.o.	0	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Paraguay	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Pérou	s.o.	s.o.	s.o.		X	s.o.	0	0
Philippines	X*		X				0	0
Qatar	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
République bolivarienne du	X*						0	0

	AGRICULTURE (ANNÉE DE MISE EN ŒUVRE 2009)							
	18:2	5.7/ 18:2	18:2	18:2	10/18:2	10/18:2	16:2	
	Tableau MA:1 "Notification initiale unique"	Tableau MA:2	Tableau MA:5	Tableau DS:1	Tableau ES:1	Tableau ES:2	Tableau ES:3	Tableau NF:1
Venezuela								
République centrafricaine	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République démocratique du Congo	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
République dominicaine	X		s.o.			s.o.	0	0
République kirghize	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Rwanda	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sainte-Lucie	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Kitts-et-Nevis	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sénégal	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Sierra Leone	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Singapour	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Sri Lanka	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Suisse	X*	X	X				0	0
Suriname	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Swaziland	s.o.	s.o.				s.o.	0	0
Taipei chinois	X*	X	X		X	s.o.	0	0
Tanzanie	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tchad	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Thaïlande	X*						0	0
Togo	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Trinité-et-Tobago	s.o.	s.o.	s.o.			s.o.	0	0
Tunisie	X*					s.o.	0	0
Turquie	s.o.	s.o.	s.o.				0	0
Ukraine	X*	X	s.o.		X	s.o.	0	0
Union européenne	X*	X					0	0
Uruguay	s.o.	s.o.	X	X	X	X	0	0
Viet Nam			s.o.			s.o.	0	0
Zambie	s.o.	s.o.	s.o.	(s.o.)		s.o.	0	0
Zimbabwe	s.o.	s.o.	s.o.				0	0



	ANTIDUMPING										
	16.4										18.5
	Semestriel										Notification de la législation
	Juil.-déc. 2005	Janv.-juin 2006	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.-déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010	
Afrique du Sud	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Albanie	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X
Angola					X	X	X				X
Antigua-et-Barbuda											X
Argentine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Arménie	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn	X	X	X	X							X
Bangladesh	X	X	X								X
Barbade*	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique		X
Belize*				X	X	X	X		notification unique		X
Bénin											X
Bolivie, État plurinational de	X	X									X
Botswana										X	X
Bésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam*	X	X			X	X			notification unique		X
Bulgarie	X	X	X	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>	s.o. <sup>9</sup>
Burkina Faso*						X	X	X	notification unique		X
Burundi*									notification unique		X
Cambodge											X
Cameroun											
Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert*	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.			notification unique		
Chili	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Colombie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Congo											
Corée	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Côte d'Ivoire											X
Croatie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cuba	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Djibouti*									notification unique		

\* Ce Membre a présenté une "notification unique" conformément au modèle de présentation figurant dans le document G/ADP/19, adopté par le Comité des pratiques antidumping le 21 octobre 2009. Veuillez noter que cette notification au titre de l'article 16.4 et 16.5 de l'Accord est présentée par les Membres qui n'ont jamais établi d'autorité compétente pour ouvrir et mener une enquête, n'ont jamais mené d'actions en matière de lutte contre le dumping et ne prévoient pas d'en mener dans un avenir prévisible. Une fois présentées par le Membre intéressé, les notifications de ce type resteraient valables jusqu'à nouvel ordre, et le Membre n'aurait pas besoin de présenter d'autres notifications au titre de l'article 16.4 et 16.5 tant que cette situation ne change pas.

<sup>9</sup> Depuis son adhésion à l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Bulgarie n'est plus soumise à une obligation de notification distincte (voir le document G/ADP/N/1/EEC/2/Suppl.8).

	ANTIDUMPING										
	16.4										18.5
	Semestriel										Notification de la législation
	Juil.-déc. 2005	Janv.-juin 2006	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.-déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010	
Dominique*									notification unique		X
Égypte	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
El Salvador	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Émirats arabes unis											X
Équateur	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
États-Unis	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Ex-République yougoslave de Macédoine								X	X	X	X
Fidji	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Gabon*									notification unique		X
Gambie											
Georgie	X						X				X
Ghana											X
Grenade*									notification unique		X
Guatemala	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Guinée Bissau											
Guinée, République de											X
Guyana*									notification unique		X
Haiti*									notification unique		X
Honduras	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Hong Kong, Chine*	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique		X
Îles Salomon											
Inde	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Indonésie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Islande											X
Israël	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X
Jamaïque	X	X	X		X	X	X		X	X	X
Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Jordanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Kenya	X										X
Kuwait											
Lesotho										X	
Liechtenstein*	X	X	X	X	X		X	X	notification unique		X
Macao, Chine*	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique		X
Madagascar*						X			notification unique		X
Malaisie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Malawi											X
Maldives*									notification unique		X
Mali*									notification unique		X
Maroc	X	X	X	X			X	X	X	X	X
Maurice*							X		notification unique		X
Mauritanie											
Mexique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Moldova	X	X	X						X		X
Mongolie*									notification unique		X

	ANTIDUMPING										Notification de la législation	
	16.4											18.5
	Semestriel											
	Juil.-déc. 2005	Janv.-juin 2006	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.-déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010		
Mozambique*										notification unique		
Myanmar											X	
Namibie										X	X	
Népal*										notification unique		
Nicaragua	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	
Niger												
Nigéria	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	
Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Oman	X		X			X	X	X	X		X	
Ouganda											X	
Pakistan	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Panama	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Papouasie-Nouvelle-Guinée											X	
Paraguay	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Pérou	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Philippines	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Qatar	X				X		X	X	X		X	
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
République centrafricaine*										notification unique		
République démocratique du Congo	X											
République dominicaine	X			X	X	X	X	X	X	X	X	
République kirghize			X							X	X	
Roumanie	X	X	X	s.o. <sup>10</sup>	s.o. <sup>11</sup>	s.o. <sup>11</sup>	s.o. <sup>11</sup>	s.o. <sup>11</sup>	s.o. <sup>11</sup>	s.o. <sup>11</sup>	s.o. <sup>11</sup>	
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.				X		X				X	
Rwanda*										notification unique		
Sainte-Lucie	X	X	X	X	X	X					X	
Saint-Kitts-et-Nevis*										notification unique		
Saint-Vincent-et-les Grenadines												
Sénégal			X								X	
Sierra Leone												
Singapour	X	X	X	X	X	X	X				X	
Sri Lanka*										notification unique	X	
Suisse*	X	X	X	X	X	X	X	X		notification unique	X	
Suriname*							X			notification unique	X	
Swaziland										X	X	
Taipei chinois	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	

<sup>10</sup> Depuis son adhésion à l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Roumanie n'est plus soumise à une obligation de notification distincte (voir le document G/ADP/N/1/EEC/2/Suppl.8).

	ANTIDUMPING										18.5 Notification de la législation
	16.4										
	Semestriel										
	Juil.- déc. 2005	Janv.- juin 2006	Juil.- déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.- juin 2008	Juil.-déc. 2008	Janv.- juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.- juin 2010	
Tanzanie*									notification unique		
Tchad											X
Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Togo											
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						X
Trinité-et-Tobago	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Tunisie	X	X	X	X	X	X					X
Turquie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
UE <sup>11</sup>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X
Uruguay											X
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.							X
Zambie		X	X	X							X
Zimbabwe			X	X	X						X

<sup>11</sup> Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie ne sont plus énumérées séparément. Depuis leur adhésion à l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> mai 2004, elles ne sont plus soumises à une obligation de notification distincte (voir les documents G/ADP/N/1/EEC/2/Suppl.6 et G/ADP/N/119/EEC/Add.1).

	SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES												
	25.1				25.11								32.6
	N/95	N/123	N/155	N/186	Semestriel								Lois/règle- mentations
	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2003	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2005	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2007	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2009	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010	
Afrique du Sud	X				X	X	X	X	X	X	X	X	X
Albanie		X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X
Angola													
Antigua-et-Barbuda	X	X	X	X									X
Argentine	X	X	X	X	X	X	X	X	X				X
Arménie	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X
Australie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Bahreïn													X
Bangladesh					X								
Barbade**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique	notification unique	X
Belize	X	X	X						X				
Bénin													X
Bolivie, État plurinational de													X
Botswana**											notification unique	notification unique	
Brésil	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam							X	X	X	X	X	X	X
Bulgarie	X	X	X <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	X	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>	s.o. <sup>12</sup>
Burkina Faso**				X						X	notification unique	notification unique	
Burundi**											notification unique	notification unique	X
Cambodge													X
Cameroun					X								
Canada	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					
Chili	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Chine	s.o.	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X
Colombie	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X
Congo													
Corée	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Costa Rica	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Côte d'Ivoire													
Croatie	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cuba	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Djibouti													

\*\* Ce Membre a présenté une "notification unique" conformément au modèle de présentation figurant dans le document G/SCM/129. La notification unique reste valable jusqu'à nouvel ordre et autorise le Membre intéressé à ne pas présenter de rapports semestriels sur les actions menées en matière de droits compensateurs au titre de l'article 25.11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires jusqu'à ce qu'il établisse une autorité chargée des enquêtes.

<sup>12</sup> Depuis son adhésion à l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Bulgarie n'est plus soumise à une obligation de notification distincte (voir le document G/SCM/N/1/EEC/2/Suppl.7.).

	SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES												
	25.1				25.11								32.6
	N/95	N/123	N/155	N/186	Semestriel								Lois/règle- mentations
	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2003	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2005	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2007	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2009	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010	
Dominique	X	X	X										X
Égypte					X	X	X	X	X	X	X	X	X
El Salvador	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Émirats arabes unis													X
Équateur			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
États-Unis	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Ex-République yougoslave de macédoine	s.o.	s.o.		X						X	X	X	X
Fidji	X	X											X
Gabon				X									X
Gambie													
Georgie		X											X
Ghana	X												X
Grenade	X	X	X	X									X
Guatemala	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Guinée Bissau													
Guinée, République du	X												X
Guyana**											notification unique	notification unique	X
Haïti													X
Honduras	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Hong Kong, Chine**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique	notification unique	X
Îles Salomon													
Inde		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Indonésie					X		X	X	X	X		X	X
Islande	X	X											X
Israël	X	X			X	X	X		X		X	X	X
Jamaïque	X	X	X	X	X		X	X	X		X	X	X
Japon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Jordanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Kenya													X
Koweït													
Lesotho				X									
Liechtenstein**	X	X		X	X	X	X	X	X	X	notification unique	notification unique	X
Macao, Chine**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique	notification unique	X
Madagascar	X			X									
Malaisie				X	X		X	X	X	X	X	X	X
Malawi				X									X
Maldives													X
Mali													
Maroc	X				X	X			X	X	X	X	X
Maurice	X	X	X	X					X				X

	SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES												
	25.1				25.11								32.6
	N/95	N/123	N/155	N/186	Semestriel								Lois/règle- mentations
	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2003	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2005	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2007	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2009	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010	
Mauritanie													
Mexique					X	X	X	X	X	X	X	X	X
Moldova					X						X		X
Mongolie**	X											notification unique	X
Mozambique**											notification unique	notification unique	
Myanmar	X												X
Namibie				X						X	X	X	X
Népal													
Nicaragua													X
Niger													
Nigéria			X	X	X	X	X	X	X	X			X
Norvège	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Oman	X	X			X		X	X	X	X	X		X
Ouganda		X											X
Pakistan					X		X						X
Panama	X	X											X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	X												
Paraguay			X	X	X								X
Pérou					X	X	X	X	X	X	X	X	X
Philippines							X	X	X	X	X	X	X
Qatar		X	X	X					X	X	X		X
République bolivarienne du Venezuela					X	X	X	X	X	X	X	X	X
République centrafricaine.													
République démocratique du Congo													
République dominicaine	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X
République Kirghize				X	X		X						X
Roumanie			X <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>	X	s.o. <sup>13</sup>	s.o. <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>	s.o. <sup>14</sup>
Royaume d'Arabie saoudite							X	X	X				X
Rwanda													
Sainte-Lucie	X	X	X	X	X	X	X						X
Saint-Kitts-et-Nevis**	X	X	X								notification unique	notification unique	

<sup>13</sup> Depuis son adhésion à l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Roumanie n'est plus soumise à une obligation de notification distincte (voir le document G/SCM/N/1/EEC/2/Suppl.7.)

	SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES												Lois/règle- mentations	
	25.1				25.11									32.6
	N/95	N/123	N/155	N/186	Semestriel									
	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2003	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2005	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2007	Nouvelle notification complète à présenter pour le 30.6.2009	Juil.-déc. 2006	Janv.-juin 2007	Juil.-déc. 2007	Janv.-juin 2008	Juil.déc. 2008	Janv.-juin 2009	Juil.-déc. 2009	Janv.-juin 2010		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	X	X	X	X										
Sénégal**					X						notification unique	notification unique	X	
Sierra Leone**											notification unique	notification unique		
Singapour	X	X	X	X	X	X	X	X	X				X	
Sri Lanka**											notification unique	notification unique	X	
Suisse**	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	notification unique	notification unique	X	
Suriname**	X	X		X					X		notification unique	notification unique	X	
Swaziland		X			X									
Taipei chinois	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Tanzanie														
Tchad													X	
Thaïlande	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Togo														
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.	s.o.	s.o.							
Trinité-et-Tobago			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Tunisie		X			X	X	X	X					X	
Turquie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
UE <sup>14</sup>	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Ukraine			X	X			s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	
Uruguay	X	X											X	
Viet Nam	s.o.	s.o.			s.o.	s.o.								
Zambie	X				X	X							X	
Zimbabwe					X	X	X	X					X	

<sup>14</sup> Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie ne sont plus énumérées séparément. Depuis leur adhésion à l'Union européenne, le 1<sup>er</sup> mai 2004, elles ne sont plus soumises à une obligation de notification distincte (voir le document G/SCM/N/1/EEC/2/Suppl.6.).



	SAUVEGARDES			SAUVEGARDES	
	12.6	12.1		12.6	12.1
	Lois/ réglemen- tations	Mesures de sauvegarde <sup>15</sup>		Lois/ réglemen- tations	Mesures de sauvegarde <sup>15</sup>
Afrique du Sud	X	X	Gambie		
Albanie	X		Georgie	X	
Angola			Ghana	X	
Antigua-et- Barbuda			Grenade		
Argentine	X	X	Guatemala	X	
Arménie	X		Guinée Bissau		
Australie	X	X	Guinée, République de	X	
Bahreïn	X		Guyana	X	
Bangladesh	X		Haïti	X	
Barbade	X		Honduras	X	
Belize			Hong Kong, Chine	X	
Bénin	X		Îles Salomon		
Bolivie, État plurinational de	X		Inde	X	X
Botswana	X		Indonésie	X	X
Brésil	X	X	Islande	X	
Brunéï Darussalam	X		Israël	X	X
Burkina Faso	X		Jamaïque	X	X
Burundi	X		Japon	X	X
Cambodge	X		Jordanie	X	X
Cameroun			Kenya	X	
Canada	X	X	Koweït		
Cap-Vert			Lesotho	X	
Chili	X	X	Liechtenstein	X	
Chine	X	X	Macao, Chine	X	
Colombie	X	X	Madagascar	X	
Congo			Malaisie	X	
Corée	X	X	Malawi	X	
Costa Rica	X	X	Maldives	X	
Côte d'Ivoire	X		Mali		
Croatie	X	X	Maroc	X	X
Cuba	X		Maurice	X	
Djibouti			Mauritanie		
Dominique	X		Mexique	X	X
Égypte	X	X	Moldova	X	X
El Salvador	X	X	Mongolie	X	
Émirats arabes unis	X		Mozambique		
Équateur	X	X	Myanmar	X	
États-Unis	X	X	Namibie	X	
Ex-République yougoslave de Macédoine	X		Népal		
Fidji	X		Nicaragua	X	
Gabon	X		Niger		

<sup>15</sup> Dans cette colonne, "X" indique que le Membre a notifié, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et le 31 décembre 2010, un certain type d'action conformément à l'article 12:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Un blanc signifie que le Membre n'a fait parvenir aucune notification. Si un Membre n'a mené aucune action de sauvegarde, un blanc (c'est-à-dire aucune notification) est tout à fait compatible avec ses obligations en matière de notification.

	SAUVEGARDES			SAUVEGARDES	
	12.6	12.1		12.6	12.1
	Lois/ réglemen- tations	Mesures de sauvegarde <sup>15</sup>		Lois/ réglemen- tations	Mesures de sauvegarde <sup>15</sup>
Nigéria	X		Sénégal	X	
Norvège	X		Sierra Leone		
Nouvelle- Zélande	X		Singapour	X	
Oman	X		Sri Lanka	X	
Ouganda	X		Suisse	X	
Pakistan	X	X	Suriname	X	
Panama	X	X	Swaziland		
Papouasie- Nouvelle- Guinée			Taipei chinois	X	
Paraguay	X		Tanzanie		
Pérou	X	X	Tchad	X	
Philippines	X	X	Thaïlande	X	X
Qatar	X		Togo		
République bolivarienne du Venezuela	X	X	Tonga		
République centrafricaine			Trinité-et-Tobago	X	
République démocratique du Congo			Tunisie	X	X
République dominicaine	X	X	Turquie	X	X
République kirghize	X	X	Ukraine	X	X
Royaume d'Arabie saoudite	X		Union européenne	X	X
Rwanda			Uruguay	X	
Sainte-Lucie	X		Viet Nam	X	X
Saint-Kitts-et- Nevis			Zambie	X	
Saint-Vincent- et-les Grenadines			Zimbabwe	X	

	COMMERCE D'ÉTAT <sup>16</sup>					
	N/8 Notification de mise à jour	N/9 Notification de mise à jour	N/10 Nouvelle notification complète	N/11 Nouvelle notification complète	N/12 Nouvelle notification complète	N/13 Nouvelle notification complète
	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)
	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2002)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2003)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2004)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2006)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2008)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2010)
Afrique du Sud	X					
Albanie			X	X	X	
Angola						
Antigua-et-Barbuda						
Argentine	X	X	X	X	X	
Arménie	s.o.		X	X	X	
Australie	X	X	X	X	X	X
Bahreïn						
Bangladesh						
Barbade						
Belize						
Bénin						
Bolivie, État plurinational de						
Botswana						
Brésil						
Brunéi Darussalam						
Bulgarie	X	X <sup>§</sup>	X	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	
Burkina Faso						
Burundi						
Cambodge	s.o.	s.o.				
Cameroun						
Canada	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
Chili	X	X	X	X	X	X
Chine	X	X				
Chypre	X	X	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	
Colombie	X	X	X	X	X	X
Congo						
Corée, République de	X	X	X	X	X	X
Costa Rica	X					
Côte d'Ivoire						
Croatie	X	X	X	X	X	
Cuba						
Djibouti						
Dominique						
Égypte						
El Salvador	X	X	X	X	X	X

<sup>16</sup> Les renseignements pour la période 1995-2001 ne sont pas reproduits ici en raison du grand nombre de données. Toutefois ils figurent dans le document G/L/223 et ses révisions 1 à 15.

<sup>§</sup> La notification correspondante a été présentée par l'Union européenne.

	COMMERCE D'ÉTAT <sup>16</sup>					
	N/8 Notification de mise à jour	N/9 Notification de mise à jour	N/10 Nouvelle notification complète	N/11 Nouvelle notification complète	N/12 Nouvelle notification complète	N/13 Nouvelle notification complète
	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)
	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2002)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2003)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2004)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2006)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2008)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2010)
Émirats arabes unis						
Équateur	X	X	X	X	X	X
Estonie	X	X	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	
États-Unis	X	X	X	X	X	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.		X			
Fidji						
Gabon						
Gambie						
Géorgie	X					
Ghana			X			
Grenade						X
Guatemala	X					
Guinée Bissau						
Guinée, République de	X	X				
Guyana						
Haiti						
Honduras	X	X	X	X	X	X
Hong Kong, Chine	X	X	X	X	X	X
Hongrie	X	X	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	
Îles Salomon						
Inde	X	X	X	X		
Indonésie	X		X	X	X	
Islande						
Israël						
Jamaïque					X	
Japon			X	X	X	X
Jordanie	X	X				
Kenya				X		
Koweït						
Lesotho						
Lettonie	X	X	X	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	
Liechtenstein	X	X	X		X	
Lituanie		X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	
Macao, Chine	X	X	X	X	X	X
Madagascar						
Malaisie	X	X	X			
Malawi						
Maldives						
Mali						
Malte	X	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	

	COMMERCE D'ÉTAT <sup>16</sup>					
	N/8 Notification de mise à jour	N/9 Notification de mise à jour	N/10 Nouvelle notification complète	N/11 Nouvelle notification complète	N/12 Nouvelle notification complète	N/13 Nouvelle notification complète
	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)
	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2002)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2003)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2004)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2006)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2008)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2010)
Maroc						
Maurice	X					
Mauritanie						
Mexique						
Moldova	X	X	X	X		
Mongolie						
Mozambique					X	
Myanmar						
Namibie	X	X	X	X	X	X
Népal	s.o.	s.o.				
Nicaragua						
Niger						
Nigéria	X				X	
Norvège	X	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande			X	X	X	
Oman		X				
Ouganda			X			
Pakistan	X	X				
Panama	X	X	X			
Papouasie-Nouvelle-Guinée						
Paraguay						
Pérou	X	X	X			
Philippines						
Pologne	X	X	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	
Qatar			X	X	X	X
République bolivarienne du Venezuela						
République centrafricaine						
République démocratique du Congo						
République dominicaine						
République kirghize						
République slovaque	X	X	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	
République tchèque	X	X	X	X <sup>§</sup>	X <sup>§</sup>	
Roumanie	X	X	X	X	X <sup>§</sup>	
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	
Rwanda						
Sainte-Lucie						
Saint-Kitts-et-Nevis						

	COMMERCE D'ÉTAT <sup>16</sup>					
	N/8 Notification de mise à jour	N/9 Notification de mise à jour	N/10 Nouvelle notification complète	N/11 Nouvelle notification complète	N/12 Nouvelle notification complète	N/13 Nouvelle notification complète
	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)	XVII:4 a)
	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2002)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2003)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2004)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2006)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2008)	Activités relevant du commerce d'État (notification à présenter pour le 30/6/2010)
Saint-Vincent-et-les Grenadines						
Sénégal						
Sierra Leone						
Singapour		X	X	X	X	X
Slovénie	X	X	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	X <sup>s</sup>	
Sri Lanka						
Suisse	X	X	X	X	X	X
Suriname			X	X	X	
Swaziland						
Taïpei chinois	X	X	X	X	X	X
Tanzanie						
Tchad						
Thaïlande	X	X	X	X	X	
Togo						
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
Trinité-et-Tobago			X	X	X	X
Tunisie	X	X	X			
Turquie	X			X	X	X
UE	X	X	X	X	X	
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X
Uruguay						
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
Zambie	X	X	X	X		
Zimbabwe				X	X	

	ÉVALUATION EN DOUANE									
	20:1	20:2	Annexe III I)	ANNEXE III 2)	ANNEXE III 3)	ANNEXE III 4)	22	DÉCISIONS		
	Application différée	Application différée	Application différée	Valeurs minimales	Réserves article 4	Réserves article 5:2	Lois/règlements	Liste récapitulative	Montant des intérêts	Supports informatiques
Afrique du Sud	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Albanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Angola	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Antigua-et-Barbuda	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Argentine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X		X	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X		
Australie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Bahreïn	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X		
Bangladesh	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Barbade	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Belize	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X		
Bénin	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Bolivie, État plurinational de	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Botswana	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Brésil	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X
Brunéi Darussalam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X
Burkina Faso	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Burundi	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Cameroun	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Canada	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Chili	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Chine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Colombie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X		
Congo	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Corée, République de	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Costa Rica	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	
Côte d'Ivoire	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Croatie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Cuba	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Djibouti	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Dominique	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Égypte	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X		
El Salvador	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Émirats arabes unis	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Équateur	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
États-Unis	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Fidji	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X		
Gabon	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Gambie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				

	ÉVALUATION EN DOUANE									
	20:1	20:2	Annexe III I)	ANNEXE III 2)	ANNEXE III 3)	ANNEXE III 4)	22	DÉCISIONS		
	Application différée	Application différée	Application différée	Valeurs minimales	Réserves article 4	Réserves article 5:2	Lois/règlements	Liste récapitulative	Montant des intérêts	Supports informatiques
Géorgie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Ghana	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Grenade	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Guatemala	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Guinée Bissau	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Guinée, République de	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Guyana	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Haïti	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Honduras	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Hong Kong, Chine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	s.o.	X	X
Îles Salomon	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Inde	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X		
Indonésie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X		X	
Islande	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X		
Israël	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X		X	X
Jamaïque	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X		
Japon	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Jordanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Kenya	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X
Koweït	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Lesotho	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Liechtenstein	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	s.o.		
Macao, Chine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	s.o.		
Madagascar	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Malaisie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X		
Malawi	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	s.o.	X			
Maldives	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Mali	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Maroc	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X		
Maurice	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X		
Mauritanie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Mexique	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X
Moldova	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Mongolie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Mozambique	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Myanmar	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Namibie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X			
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
Nicaragua	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Niger	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X				
Nigéria	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X		
Norvège	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X
Oman	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X





	ÉVALUATION EN DOUANE									
	20:1	20:2	Annexe III I)	ANNEXE III 2)	ANNEXE III 3)	ANNEXE III 4)	22	DÉCISIONS		
	Application différée	Application différée	Application différée	Valeurs minimales	Réserves article 4	Réserves article 5:2	Lois/règlements	Liste récapitulative	Montant des intérêts	Supports informatiques
Zambie	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X			
Zimbabwe	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X

	LICENCES D'IMPORTATION											RÈGLES D'ORIGINE		
	7:3										1:4 a)/ 8:2 b)	5:1	Annexe II 4)	
	Réponses au questionnaire reçues <sup>17</sup> :										Publications/ lois, réglementations	Règles non préférentielles	Règles préférentielles	
	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10			
Afrique du Sud	X	X	X										X	
Albanie			X					X	X	X		X	X	X
Angola														
Antigua-et-Barbuda		X										X		
Argentine			X				X	X	X	X		X	X	X
Arménie	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X			X	X	X
Australie			X				X					X	X	X
Bahreïn	X											X		
Bangladesh	X					X	X	X				X		
Barbade			X			X	X	X		X		X		
Belize														
Bénin												X		
Bolivie, État plurinational de	X											X	X	X
Botswana														
Brésil			X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X
Brunéi Darussalam													X	X
Burkina Faso	X									X	X	X	X	X
Burundi		X										X	X	X
Cambodge	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						X			
Cameroun					X			X		X		X		
Canada			X				X	X	X	X	X	X	X	X
Cap-Vert	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X					
Chili							X	X		X	X	X	X	X
Chine	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Colombie	X				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Congo														
Corée, République de			X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Costa Rica	X							X	X	X	X	X	X	X
Côte d'Ivoire			X					X				X		X
Croatie	s.o.		X	X		X				X	X	X	X	X
Cuba		X			X					X		X	X	X
Djibouti														
Dominique		X					X					X	X	X
Égypte														
El Salvador												X	X	X
Émirats arabes unis	X											X	X	X
Équateur			X						X	X		X		X
États-Unis	X						X		X	X	X	X	X	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	s.o.	s.o.	s.o.							X	X	X	X	X
Fidji												X	X	X
Gabon												X	X	X
Gambie								X			X			

<sup>17</sup> Les renseignements pour la période 1995-1999 ne sont pas reproduits ici en raison du grand nombre de données. Toutefois, ils figurent dans le document G/L/223 et ses révisions 4 à 12.

	LICENCES D'IMPORTATION											RÈGLES D'ORIGINE		
	7:3										1:4 a)/ 8:2 b)	5:1	Annexe II 4)	
	Réponses au questionnaire reçues <sup>17</sup> :										Publications/ lois, réglementations	Règles non préférentielles	Règles préférentielles	
	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09				10
Géorgie		X			X		X					X	X	X
Ghana		X			X					X		X	X	X
Grenade							X	X		X	X	X	X	X
Guatemala	X				X		X	X				X	X	X
Guinée Bissau														
Guinée, République de														
Guyana			X	X								X	X	X
Haïti	X						X	X		X		X	X	X
Honduras								X	X	X	X	X	X	X
Hong Kong, Chine	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Îles Salomon														
Inde	X		X	X		X	X	X	X		X	X	X	X
Indonésie				X			X					X	X	X
Islande	X				X							X	X	X
Israël							X					X	X	X
Jamaïque	X		X				X		X			X	X	X
Japon			X		X	X		X	X	X	X	X	X	X
Jordanie	X											X	X	X
Kenya				X								X	X	X
Koweït													X	
Lesotho									X		X	X	X	X
Liechtenstein	X	X	X	X								X	X	X
Macao, Chine		X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Madagascar			X			X			X	X	X	X	X	X
Malaisie							X		X		X		X	X
Malawi			X				X					X		
Maldives			X										X	X
Mali		X											X	X
Maroc				X	X	X	X	X	X	X		X	X	X
Maurice			X						X	X		X	X	X
Mauritanie														
Mexique					X		X			X		X	X	X
Moldova	s.o.		X									X	X	X
Mongolie				X								X	X	X
Mozambique														
Myanmar														X
Namibie	X		X									X	X	X
Népal	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.										
Nicaragua										X	X	X	X	X
Niger												X	X	X
Nigéria								X	X	X	X	X	X	X
Norvège	X								X	X	X	X	X	X
Nouvelle- Zélande												X	X	X
Oman		X		X		X			X	X		X	X	X
Ouganda	X					X						X	X	X
Pakistan												X	X	X
Panama					X							X	X	X
Papouasie- Nouvelle- Guinée													X	X
Paraguay												X	X	X
Pérou						X	X	X				X	X	X

	LICENCES D'IMPORTATION											RÈGLES D'ORIGINE		
	7:3										1:4 a)/ 8:2 b)	5:1	Annexe II 4)	
	Réponses au questionnaire reçues <sup>17</sup> :										Publications/ lois, réglementations	Règles non préférentielles	Règles préférentielles	
	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10			
Philippines	X	X		X				X		X		X	X	X
Qatar						X	X	X	X	X	X	X	X	X
République bolivarienne du Venezuela			X									X	X	X
République centrafricaine										X				
République démocratique du Congo							X					X		X
République dominicaine				X	X					X	X	X	X	X
République kirghize	X						X							X
Royaume d'Arabie saoudite	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X							X
Rwanda							X							
Sainte-Lucie			X		X	X	X		X			X		
Saint-Kitts- et-Nevis										X		X		
Saint- Vincent-et- les Grenadines														
Sénégal			X							X		X	X	X
Sierra Leone														
Singapour	X			X			X		X	X		X	X	X
Sri Lanka				X										X
Suisse	X	X	X	X							X	X	X	X
Suriname										X		X	X	X
Swaziland												X		
Taïpei chinois	s.o.	s.o.	X	X	X					X		X	X	X
Tanzanie														X
Tchad	X	X										X	X	X
Thaïlande								X		X	X	X	X	X
Togo				X								X		
Tonga	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.							
Trinité-et- Tobago		X			X			X	X	X	X	X	X	X
Tunisie	X		X			X	X	X				X	X	X
Turquie		X		X			X	X	X	X	X	X	X	X
UE	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Ukraine	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X	X	X	X	X	X
Uruguay			X			X				X		X	X	X
Viet Nam	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.							
Zambie				X	X							X		X
Zimbabwe	X	X						X			X	X		X



	INSPECTION AVANT EXPÉDITION	RAPPORT BIENNAL															
		ARTICLE 5	DÉCISION G/L/59														
			Lois/ réglementation	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Guinée, République de	X																
Guyana	X								X								
Haiti	X			X	X	X											
Honduras	X		X														
Hong Kong, Chine	X	X		X		X		X		X			X		X	X	
Îles Salomon																	
Inde	X	X		X													
Indonésie	X																
Islande	X	X				X				X							
Israël	X																
Jamaïque	X			X				X									
Japon	X			X		X		X		X	X			X			
Jordanie	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	X <sup>18</sup>		X	X	X						X	
Kenya																	
Koweït	X																
Lesotho	X																X
Liechtenstein	X		X					X	X			X					
Macao, Chine	X	X			X		X		X	X	X			X	X		
Madagascar	X						X									X	X
Malaisie	X																
Malawi																	
Maldives	X				X												
Mali	X																
Maroc			X		X		X	X									
Maurice	X													X			
Mauritanie																	
Mexique	X																
Moldova	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.			X									
Mongolie	X	s.o.		X		X											
Mozambique	X																
Myanmar	X	X		X		X	X										
Namibie	X				X												
Népal		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.									
Nicaragua	X																
Niger	X																
Nigéria	X							X									
Norvège	X	X			X	X										X	
Nouvelle- Zélande	X	X															
Oman	X						X			X							
Ouganda	X	X				X		X		X	X						
Pakistan	X		X														
Panama	X	s.o.															
Papouasie- Nouvelle- Guinée	X																
Paraguay	X			X											X		
Pérou	X	X	X														
Philippines	X	X															
Qatar	X				X						X			X			

<sup>18</sup> "La Jordanie a informé le Secrétariat qu'elle avait notifié ses restrictions quantitatives dans le cadre de son processus d'accèsion."

	INSPECTION AVANT EXPÉDITION	RAPPORT BIENNAL															
		ARTICLE 5	DÉCISION G/L/59														
			Lois/ réglementation	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
République bolivarienne du Venezuela	X	X			X												
République centrafricaine	X													X			
République démocratique du Congo	X	s.o.										X					
République dominicaine	X	X															
République kirghize	X					X											
Roumanie	X													s.o.			
Royaume d'Arabie saoudite	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.							
Rwanda																	
Sainte-Lucie	X																
Saint-Kitts-et-Nevis	X																
Saint-Vincent-et-les Grenadines																	
Sénégal	X																
Sierra Leone																	
Singapour	X	X												X			
Sri Lanka	X								X								
Suisse	X		X				X	X				X					X
Suriname	X									X							
Swaziland																	
Taïpei chinois	X	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					X					
Tanzanie																	
Tchad	X																
Thaïlande																	
Togo																	
Tonga		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					
Trinité-et-Tobago	X	X		X						X						X	
Tunisie	X				X		X							X			
Turquie	X	X		X								X		X			
UE	X	X		X		X		X									
Ukraine																	
Uruguay	X	X			X												
Viet Nam		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						
Zambie	X	X							X		X			X			
Zimbabwe	X					X			X					X			



Membres de l'OMC	SPS	
	Annexe B 3) Point d'information	Annexe B 10) Autorité nationale chargée des notifications
Afrique du Sud	X	X
Albanie	X	X
Allemagne	X	UE
Angola	X	X
Antigua-et-Barbuda	X	X
Argentine	X	X
Arménie	X	X
Australie	X	X
Autriche	X	UE
Bahreïn	X	X
Bangladesh	X	X
Barbade	X	X
Belgique	X	UE
Belize	X	X
Bénin	X	X
Bolivie, État plurinational de	X	X
Botswana	X	X
Brésil	X	X
Brunéi Darussalam	X	X
Bulgarie	X	UE
Burkina Faso	X	X
Burundi	X	X
Cambodge		
Cameroun	X	X
Canada	X	X
Cap-Vert	X	
Chili	X	X
Chine	X	X
Chypre	X	UE
Colombie	X	X
Congo		
Corée, République de	X	X
Costa Rica	X	X
Côte d'Ivoire	X	
Croatie	X	X
Cuba	X	X
Danemark	X	UE
Djibouti	X	X
Dominique	X	X
Égypte	X	X
El Salvador	X	X
Émirats arabes unis	X	X
Équateur	X	X
Espagne	X	UE
Estonie	X	UE
États-Unis	X	X
Ex-République yougoslave de Macédoine	X	X
Fidji	X	X
Finlande	X	UE
France	X	UE
Gabon	X	X
Gambie	X	X
Géorgie	X	X
Ghana	X	

Membres de l'OMC	SPS	
	Annexe B 3) Point d'information	Annexe B 10) Autorité nationale chargée des notifications
Grèce	X	UE
Grenade	X	X
Guatemala	X	X
Guinée	X	
Guinée Bissau		
Guyana	X	X
Haïti	X	X
Honduras	X	X
Hong Kong, Chine	X	X
Hongrie	X	UE
Îles Salomon	X	X
Inde	X	X
Indonésie	X	X
Irlande	X	UE
Islande	X	X
Israël	X	X
Italie	X	UE
Jamaïque	X	X
Japon	X	X
Jordanie	X	X
Kenya	X	X
Koweït	X	
Lesotho	X	X
Lettonie	X	UE
Liechtenstein	X	X
Lituanie	X	UE
Luxembourg	X	UE
Macao, Chine	X	X
Madagascar	X	X
Malaisie	X	X
Malawi	X	X
Maldives	X	
Mali	X	X
Malte	X	UE
Maroc	X	X
Maurice	X	X
Mauritanie	X	X
Mexique	X	X
Moldova	X	X
Mongolie	X	X
Mozambique	X	X
Myanmar	X	X
Namibie	X	X
Népal	X	X
Nicaragua	X	X
Niger	X	
Nigéria	X	X
Norvège	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X
Oman	X	X
Ouganda	X	X
Pakistan	X	X
Panama	X	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	X	X

Membres de l'OMC	SPS	
	Annexe B 3) Point d'information	Annexe B 10) Autorité nationale chargée des notifications
Paraguay	X	X
Pays-Bas	X	UE
Pérou	X	X
Philippines	X	X
Pologne	X	UE
Portugal	X	UE
Qatar	X	X
République bolivarienne du Venezuela	X	X
République centrafricaine		
République démocratique du Congo	X	X
République dominicaine	X	X
République kirghize	X	X
République slovaque	X	UE
République tchèque	X	UE
Roumanie	X	UE
Royaume d'Arabie saoudite	X	X
Royaume-Uni	X	UE
Rwanda	X	X
Sainte-Lucie	X	X
Saint-Kitts-et-Nevis	X	X
Saint-Vincent-et-les Grenadines	X	X
Sénégal	X	X
Sierra Leone	X	X
Singapour	X	X
Slovénie	X	UE
Sri Lanka	X	X
Suède	X	UE
Suisse	X	X
Suriname	X	X
Swaziland	X	X
Taipei chinois	X	X
Tanzanie	X	X
Tchad		
Thaïlande	X	X
Togo	X	
Tonga	X	
Trinité-et-Tobago	X	X
Tunisie	X	X
Turquie	X	X
Ukraine	X	X
Union européenne	X	X
Uruguay	X	X
Viet Nam	X	X
Zambie	X	X
Zimbabwe	X	X
<b>TOTAL DES MEMBRES = 153</b>	<b>148</b>	<b>112</b>

	MIC		OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	
	5:1 <sup>19</sup>	6:2	15:2	ANNEXE 3 C)
	Mesures concernant les investissements et liées au commerce		Lois/Réglementations	Acceptation du Code
Afrique du Sud	X	X	X	X
Albanie	0	X	X	X
Angola	0	X		
Antigua-et-Barbuda	0		X	X
Argentine	X	X	X	X
Arménie	0	X	X	X
Australie	0	X	X	X
Bahreïn	0	X	X	X
Bangladesh	0		X	X
Barbade	X		X	X
Belize	0		X	
Bénin	0			X
Bolivie, État plurinational de	X	X	X	X
Botswana	0		X	X
Brésil	0	X	X	X
Brunéï Darussalam	0	X		X
Burkina Faso	0	X		X
Burundi	0	X		
Cambodge	0		X	
Cameroun	0	X		X
Canada	0	X	X	X
Cap-Vert				
Chili	X	X	X	X
Chine	0	X	X	X
Colombie	X	X	X	X
Congo	0			
Corée	0	X	X	X
Costa Rica	X	X	X	X
Côte d'Ivoire	0			X
Croatie	0	X	X	X
Cuba	X	X	X	X
Djibouti	0			
Dominique	0	X	X	X
Égypte	X		X	X
El Salvador	0	X	X	X
Émirats arabes unis	0	X	X	X
Équateur	X	X	X	X
États-Unis	0	X	X	X

<sup>19</sup> Cette colonne indique les Membres ayant notifié des MIC au titre de l'article 5:1, mais pas ceux ayant notifié qu'ils n'appliquaient aucune MIC incompatible avec l'Accord, puisqu'ils ne sont pas tenus de le faire. Il convient de noter que les notifications mentionnées dans cette colonne ont été présentées en 1995 et que les périodes de transition prévues pour l'élimination des mesures notifiées arrivaient à expiration à la fin de 1999 et, dans certains cas, à la fin de 2003. La liste de ces notifications ne devrait donc pas être considérée comme une liste de mesures en vigueur.

	MIC		OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	
	5:1 <sup>9</sup>	6:2	15:2	ANNEXE 3 C)
	Mesures concernant les investissements et liées au commerce		Lois/Réglementations	Acceptation du Code
Ex-République yougoslave de Macédoine	0		X	X
Fidji	0	X	X	
Gabon	0	X		
Gambie	0			
Géorgie	0	X	X	X
Ghana	0	X	X	X
Grenade	0		X	X
Guatemala	0		X	X
Guinée Bissau	0		X	
Guinée, République de	0			
Guyana	0			X
Haïti	0	X		
Honduras	0		X	X
Hong Kong, Chine	0	X	X	X
Îles Salomon	0			
Inde	X	X	X	X
Indonésie	X	X	X	X
Islande	0	X	X	X
Israël	0	X	X	X
Jamaïque	0	X	X	X
Japon	0	X	X	X
Jordanie	0	X	X	X
Kenya	0		X	X
Koweït	0	X		X
Lesotho	0	X		
Liechtenstein	0	X	X	
Macao, Chine	0	X	X	
Madagascar	0	X	X	
Malaisie	X	X	X	X
Malawi	0		X	X
Maldives	0	X		
Mali	0	X		
Maroc	0		X	X
Maurice	0	X	X	X
Mauritanie	0			
Mexique	X	X	X	X
Moldova	0	X	X	X
Mongolie	0	X	X	X
Mozambique	0			X
Myanmar	0			
Namibie	0	X	X	X
Népal	0			
Nicaragua	0	X	X	X
Niger	0		X	X
Nigéria	X	X	X	X
Norvège	0	X	X	X

	MIC		OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	
	5:1 <sup>19</sup>	6:2	15:2	ANNEXE 3 C)
	Mesures concernant les investissements et liées au commerce		Lois/Réglementations	Acceptation du Code
Nouvelle-Zélande	0	X	X	X
Oman	0	X	X	X
Ouganda	X	X	X	X
Pakistan	X		X	X
Panama	0	X	X	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0		X	X
Paraguay	0	X	X	X
Pérou	X	X	X	X
Philippines	X	X	X	X
Qatar	0	X	X	X
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X
République centrafricaine.	0			
République démocratique du Congo	0		X	
République dominicaine	X	X	X	X
République kirghize	0	X	X	X
Royaume d'Arabie saoudite	0	X	X	X
Rwanda	0		X	X
Sainte-Lucie	0		X	X
Saint-Kitts-et-Nevis	0			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0		X	X
Sénégal	0	X		X
Sierra Leone	0		X	
Singapour	0	X	X	X
Sri Lanka	0	X	X	X
Suisse	0	X	X	X
Suriname	0	X		
Swaziland	0		X	X
Taipei chinois	0	X	X	X
Tanzanie	0		X	X
Tchad	0	X		
Thaïlande	X	X	X	X
Togo	0			
Tonga	0			
Trinité-et-Tobago	0	X	X	X
Tunisie	0	X	X	X
Turquie	0	X	X	X
UE <sup>20</sup>	0	X	X	X
Ukraine		X	X	X
Uruguay	X	X	X	X

<sup>20</sup> La Bulgarie, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie et la Slovénie ne sont plus énumérées séparément. Depuis leur adhésion à l'UE, elles ne sont plus soumises à une obligation de notification distincte.

	MIC		OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE	
	5:1 <sup>9</sup>	6:2	15:2	ANNEXE 3 C)
	Mesures concernant les investissements et liées au commerce		Lois/Réglementations	Acceptation du Code
Viet Nam	0		X	X
Zambie	0	X		X
Zimbabwe	0	X	X	X

\_\_\_\_\_